

SÉGUIN, Normand (éd.), *Agriculture et colonisation au Québec : Aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 1980.

Jack I. Little

Volume 37, numéro 2, septembre 1983

Travailleurs et mouvements sociaux

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304176ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Little, J. I. (1983). Compte rendu de [SÉGUIN, Normand (éd.), *Agriculture et colonisation au Québec : Aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 1980.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37(2), 358–360.

SÉGUIN, Normand (éd.), *Agriculture et colonisation au Québec: Aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 1980.

Les projets communautaires régionaux actuellement en cours au Québec semblent très prometteurs. Jusqu'à récemment, toutefois, il n'existait que peu d'études sérieuses portant sur les questions rurales pour la période post-1850. Dans son instructive introduction qui brosse une vue d'ensemble du sujet, Normand Séguin fait remarquer que «les questions agricoles ont été d'abord l'apanage d'idéologies au discours agrarien, de propagandistes et de techniciens de tous acabit soucieux de mettre les roues de l'agriculture sur les rails du progrès» (p. 9). Les divers essais assemblés sous le couvert de cet ouvrage (et pour la plupart déjà publiés ailleurs) partagent au moins un point de vue, à savoir le rejet du «mythe de la vocation agricole», comme le souligne le titre de l'article de Pierre Dagenais y apparaissant.

Trois articles sur l'économie, datant des années 1940 à 1950, se penchent sur l'évolution, regrettablement lente, de l'agriculture québécoise pour s'intégrer dans un marché économique d'envergure. Plus loin, Bernard Bernier présente l'interprétation marxiste courante à l'effet que la commercialisation a obligé les fermiers, dont les rangs se décimaient peu à peu, à hypothéquer leurs vies aux mains des financiers capitalistes. Une tendance semble se dessiner pour l'avenir: les fermes devront opérer sous franchise des multinationales de l'alimentation. Ainsi, les fermiers commencent à percevoir leur communauté d'intérêts avec le prolétariat urbain. À ce processus de sujétion grandissante, Séguin ajoute une dimension historique: même dans les régions plus au nord, les premiers fermiers établis au XIX^e siècle étaient bien loin de pouvoir s'auto-suffire. En fait, sur les plans de l'emploi, des emprunts, de l'éducation, etc., ils étaient totalement à la merci des exploitateurs de bois et de la petite bourgeoisie des villages. Séguin ajoute une intéressante dimension à notre compréhension du processus de colonisation, lorsqu'il avance cette interprétation matérialiste. Toutefois, il balaie trop facilement l'influence des idéologies sur le développement historique.

Les articles sur l'économie mentionnés plus haut et dont les auteurs sont René Monette, Charles Lemelin et Pierre Dagenais sont essentiellement basés

sur des recensements publiés. Par conséquent, ils présentent des tableaux intéressants, mais ils ont très peu de valeur analytique. En fait, les conclusions de Lemelin ne semblent pas toujours s'accorder avec les chiffres présentés. Par exemple, il montre que vers 1940, les fermes québécoises n'avaient que la moitié de l'étendue de la moyenne des fermes canadiennes, tout en consommant deux fois plus de fertilisants. Il conclut que la province n'utilisait pas ses ressources agricoles de manière assez intensive. Son hypothèse est que l'essor agricole du Québec fut retardé par le manque de développement industriel, plutôt que par des facteurs d'ordre culturel. Sans doute, un meilleur développement industriel aurait-il élargi les marchés de la province. Mais Lemelin admet tout de même que des facteurs de productivité entraînent aussi en ligne de compte, puisque le Québec était l'une des provinces les plus industrialisées du Canada. Cette question de productivité fait l'objet d'une étude très instructive de Normand Perron, sur l'industrie laitière de la période de 1850 à 1960. D'après Perron, le problème principal du Québec face à la compétition fut celui de la qualité médiocre de ses produits à cause de la faiblesse des producteurs de beurre et de fromage. Cette faiblesse elle-même, il l'attribue à un mauvais réseau de transport et à des résistances de clocher quant à la fermeture de petites entreprises locales. Plus fondamentale, à mon avis, est la dimension réduite des fermes et par conséquent leur faible production laitière qui aurait découragé l'expédition des produits au-delà d'une certaine distance.

On peut donc se poser la question: pourquoi les fermiers québécois se sont-ils si longtemps accrochés à leur petite entreprise? Lemelin renchérit que si l'industrialisation s'était opérée plus rapidement, les fermiers auraient de plus en plus cherché des emplois à la ville et les entreprises auraient été de plus en plus importantes et productives. Il semble ignorer cependant que ce sont des facteurs culturels et non pas économiques qui empêchèrent des Canadiens français de trouver des emplois hors Québec ou de s'établir sur d'autres terres de l'Amérique du Nord. Monette montre qu'entre 1900 et 1940, 90% des fermiers québécois possèdent leur entreprise, alors que la moyenne des propriétaires de ferme pour le Canada était tombée de 87% à 75%. De son côté, Dagenais indique qu'avant 1956, l'envergure moyenne des fermes au Québec avait très peu changé. À partir de ces données, on arrive à tracer le tableau d'une société rurale composée de familles obstinément accrochées à la sécurité et à l'indépendance que leur procure leur terre. À partir de 1950 et pour les vingt années suivantes, la situation évolue: la superficie moyenne des fermes augmente du tiers pendant cette période, selon les chiffres de Bernier. Il s'ensuit un rapide accroissement de la productivité, des prix à la baisse et une augmentation de la dette des entreprises, ce qui a pour effet finalement d'amener en 1973 le déclin de la production agricole. Il serait peut-être temps de reconsidérer avec plus de sympathie la vision pastorale tant bafouée des «agriculturistes».

À l'opposé de Lemelin, John McCallum avance une thèse plus intéressante qui rend une agriculture rétrograde responsable de la faiblesse industrielle. Dans la même veine, Claude Blouin présente ici un article nouveau dans lequel il étudie la distribution d'équipement agricole en 1844 et 1871: on constate que les fabricants québécois se font rapidement damer le pion par leurs concurrents ontariens. Dans une parution de 1975 reproduite ici, Albert Faucher établit, de manière moins convaincante, un lien entre la mentalité

agriculteur et le manque de formation technique, d'une part, et la faiblesse du développement industriel et la vague d'émigration d'autre part. Il semble avoir oublié que dans un article dissident écrit en 1953 en collaboration avec Maurice Lamontagne, il rejetait l'influence des facteurs culturels. De plus, il ne tient pas compte du fait qu'au cours du XIX^e siècle, l'exode des habitants de la Nouvelle-Angleterre et des Anglo-Canadiens de l'Est fut encore plus important qu'au Canada français. Il est moins pertinent de s'arrêter au fait de l'augmentation de l'émigration au Québec après 1850, que de se poser la question: quelles furent les implications sociales, économiques et culturelles de la résistance à cette émigration par l'élite nationaliste du Québec. À coup sûr, il en est résulté un standard de vie plus faible, mais, au contraire de Faucher, on ne peut attribuer à ce facteur le retard industriel parce que la disponibilité de main-d'oeuvre à bon marché constituait un stimulant à l'établissement de nouvelles industries.

À propos d'émigration, une autre question vient à l'esprit: pourquoi les Canadiens français émigrèrent-ils vers les villages de la Nouvelle-Angleterre alors que les Anglo-protestants s'en allèrent vers la frontière de l'Ouest? En première hypothèse, on peut supposer que les Québécois désiraient surtout aller gagner un peu d'argent pour plus tard revenir au bercail. Et, en fait, une fois les paroisses catholiques établies, elles attirèrent de nouveaux habitants. Une autre raison est proposée par Normand Séguin qui introduit l'hypothèse agro-forestière. Puisqu'au XIX^e siècle la plupart des habitants s'adonnaient saisonnièrement à la traite de la fourrure et au travail forestier, ils étaient en quelque sorte des «semi-prolétaires». Est ce qu'alors la transition à un travail industriel à plein temps ne se serait pas effectuée de manière plus douce?

Sur le sujet de la colonisation, outre les exposés théoriques de Séguin, le seul article qu'on trouve ici est signé Daniel Larouche et traite de la concession de terres de la Couronne dans un Canton du Saguenay. Il s'agit essentiellement d'une étude méthodologique qui, toutefois, réussit à démontrer que même pour la période post-1850, on ne peut considérer la distribution de permis d'exploitation comme un indicateur fiable d'occupation des lieux.

Somme toute, on ne trouve pas dans *Agriculture et colonisation* d'études rigoureuses et vraiment instructives, ni sur la colonisation, ni même sur l'agriculture (exception faite de l'excellent article de Perron sur l'industrie laitière). Cette publication constitue néanmoins une référence de départ indispensable pour tous ceux qui s'intéressent à l'étude du milieu rural québécois, à cause de son intelligente revue historiographique, de ses données statistiques, ainsi que de ses discussions autant théoriques que méthodologiques.

Département d'histoire
Université Simon Fraser

J.I. LITTLE

(Traduction: GUY LESCOUFLAIR)